



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240621-2106202477-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/06/2024

Publication : 28/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



**CCAS DE ROUEN
REGIE DE RECETTES
« TÉLÉ ALARME »
EXTINCTION
Réf. T.R.M**

LA VICE-PRÉSIDENTE du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (7°) et L.2122-23,
- L'article L.315-17 du code de l'action sociale et des familles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
- Le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,
- Le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,
- L'instruction codificatrice 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Le budget de l'exercice 2024,
- La délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 25 avril 2024, autorisant la Vice-Présidente à créer des régies en application de l'article 21 alinéa 5 du décret 95-562 du 6 mai 1995,
- La décision de la Vice-Présidente du CCAS en date du 31 juillet 2009, actualisant la régie de recettes « TÉLÉ ALARME »,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 17 avril 2024,

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de mettre fin à la régie de recettes « TÉLÉ ALARME », aucune recette n'étant plus encaissée dans le cadre de cette régie,

DÉCIDONS CE QUI SUIVIT :

Article 1^{er}. - Il est mis fin à la régie de recettes « TÉLÉ ALARME », instituée au sein du CCAS de Rouen.

Article 2.- La présente décision prend effet à compter de la date du récépissé qui sera délivré par les services chargés du contrôle de légalité.

Article 3.- La Vice-Présidente du CCAS de Rouen et M. le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, le 03 MAI 2024

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du CCAS de Rouen

